

2012: bonne année pour changer !

L'année 2011 a été particulièrement mouvementée.

Le cumul des crises, économiques, sociales, démocratiques, écologiques et financières nous questionne tous sur notre présent et notre avenir, sur notre capacité collective à proposer des solutions concrètes pour remédier à celles-ci.

candidats aux élections législatives qui suivront.

C'est forte de ses convictions et de sa diversité, mais aussi de sa capacité à se rassembler sur des contenus réels, que la Gauche, au sens large, pourra vous proposer un contenu politique ambitieux et alternatif à la droite.



C'est tout un système – le système productiviste et capitaliste – qui est durablement ébranlé.

C'est le système soutenu par la droite et Nicolas Sarkozy qui montre ses limites.

Celui qui aura été le « Président des riches » et qui nous a indiqué : « L'Écologie, ça suffit! » se présente – il est déjà en campagne ! - en 2012 à sa réélection.

Il est impératif de contribuer à sa défaite électorale, ainsi qu'à sa défaite politique, en proposant des solutions nouvelles, en rupture avec les contre-réformes libérales qu'il a défendues.

En 2012, comme en 2011, nous porterons nos propositions et nos valeurs dans les débats, en nous mobilisant pour la campagne d'Eva Joly lors des élections présidentielles, ainsi qu'en soutenant nos

Les écologistes prendront toute leur part dans les débats et les projets, en portant la nécessaire transition écologique, créatrice d'emplois, protectrice de la biodiversité, de la planète, et donc protectrice des hommes et des femmes qui y vivent.

L'ensemble des militant-e-s et des élu-e-s **Europe-Écologie-Les-Verts** de Rouen vous souhaite une bonne année 2012 !

Stéphane MARTOT,
Secrétaire du Comité EELV Rouen.

Sur la photo: de gauche à droite: Benoit LECLERC – Martine FAUCHARD – Jean-Michel BEREGOVOY – Catherine GOODE – Stéphane MARTOT – Véronique BEREGOVOY – Jean-Paul CAMBERLIN – Françoise LESCONNÉC
(Rétro-photo: mars 2011 Cantonales à Rouen)

Un logement pour chacun-e,

Il manque aujourd'hui plus de 900 000 logements en France.

3,6 millions de personnes sont mal logées ou sans logis, dont 600 000 enfants. L'habitat est devenu un facteur majeur de précarisation du fait de la hausse incontrôlée des prix et du renchérissement du coût de l'énergie.

La logique du « tous propriétaires » est un leurre qui endette les ménages, creuse les inégalités et aggrave l'étalement urbain.

Les écologistes prônent un habitat choisi où chacune et chacun, selon ses aspirations et son parcours, puisse devenir propriétaire ou locataire.

FACE A L'URGENCE : UN LOGEMENT, C'EST UN DROIT !

De l'hébergement au logement ...

Nous revendiquons **l'accueil inconditionnel** dans les structures d'hébergement, en maintenant les capacités d'accueil tout au long de l'année. La suppression des places d'hébergement ne doit se faire qu'au rythme de l'extinction de la demande d'hébergement. Pour un passage serein vers un logement adapté, l'accompagnement social doit être encouragé (pensions de famille...)

Nous ne laisserons personne à la rue. Nous interdirons les expulsions sans relogement. Nous développerons "l'intermédiation locative" à grande échelle, c'est-à-dire au prix du marché si nécessaire, aboutissant impérativement vers la mise en oeuvre d'une solution de logement durable (sans remise à la rue).

Nous logerons les 20 000 personnes prioritaires au DALO*, par la construction de logements très sociaux et la captation de logements dans le parc privé.

Nous éradiquerons l'habitat indigne et mobiliserons le parc vacant en faisant adopter à l'échelle communale un plan d'éradication de l'habitat indigne et en renforçant les crédits de l'ANAH*.

Nous appliquerons systématiquement la loi de réquisition.

Nous augmenterons la taxe sur les logements et les bureaux vacants, et dans toutes les grandes villes, nous aiderons à la reconversion de bureaux en logements.

(*) DALO - Droit Au Logement Opposable - ANAH Agence Nationale de l'Habitat



FACE A LA PENURIE DE LOGEMENTS, CONSTRUISONS PLUS ET MIEUX !

500 000 logements par an, dont 160 000 logements sociaux. La priorité aux logements les plus sociaux avec la construction d'au moins 30.000 PLAI* familiaux et en limitant les agréments PLS* à 10 %. Leur financement sera garanti par le livret A, des financements publics et d'Action Logement.

Des logements "spécifiques" : 12.000 logements sociaux neufs par an pour les jeunes. Aide à la mobilité résidentielle des personnes âgées. Rénovation des foyers de travailleurs migrants et démocratisation de leur gestion.

Des aires d'accueil des gens du voyage manquantes et renforcement des sanctions pour les communes en infraction.

Par **l'habitat participatif**, notamment les **coopératives d'habitants**.

(*) PLAI - Plan Locatif Aidé d'Intégration - PLS - Prêt Locatif social

l'habitat choisi pour tou-te-s

GARANTIR UN MEILLEUR ACCES AU PARC SOCIAL

Notre volonté, c'est de :

Maintenir la spécificité et la vocation du logement social en augmentant les financements publics. Arrêt des injonctions à vendre le patrimoine social.

Renforcer la transparence et l'égalité des demandes de logement via des dossiers anonymes et la généralisation des systèmes de cotation des dossiers.

Réformer Action Logement par la création d'une collecte universelle dans les entreprises, en évitant la concurrence des collecteurs, en transférant les contingents de réservation aux commissions d'attribution territoriales.

Évaluer mieux l'utilisation des fonds du 1 % logement. Les crédits en faveur du développement de l'offre de logements devront être orientés vers les logements le plus sociaux.



REGULER LE PARC LOCATIF PRIVE, FAIRE BAISSER LES PRIX

Maîtriser les loyers en les encadrant à la relocation, en alignant les premiers loyers au niveau du quartier et en plafonnant les prix au m². Décréter immédiatement **un moratoire de trois ans sur les loyers**.

Créer un "miroir des loyers" pour constituer un référentiel des loyers pratiqués.

Sécuriser la location par l'instauration d'une véritable garantie des risques locatifs généralisée et non réservée aux plus aisés. Supprimer les congés pour vente.

Rétablir la rétroactivité des allocations logement et supprimer le mois de carence.

A la place du dispositif Scellier, créer un investissement locatif solidaire aidé fiscalement, en échange de contreparties (loyers modérés, construction écologique).

Imposer aux investisseurs institutionnels un quota de logements locatifs encadrés.

Réformer le régime des copropriétés, dont les règles de majorité, et imposer la constitution d'un fonds travaux.

Instaurer une déclaration préalable de mise en location, dans laquelle le bailleur livre un diagnostic sur l'état de son logement.

Créer un service public de l'information immobilière et une autorité de régulation des agences immobilières, afin d'assainir la profession. Interdire les "agences de listes".

Extraits du **Programme d'Actions Pour Les Temps qui Viennent**
vivre mieux vers la société écologique

Retrouvez le texte intégral sur notre site: rouen.eelv.fr - rubrique présidentielle 2012

Non à la suppression de la politique de l'hébergement d'urgence sociale !

Depuis plusieurs années, l'Etat a décidé de réduire de manière drastique sa politique de l'hébergement d'urgence sociale, en réduisant considérablement les budgets alloués aux structures d'hébergement sur l'ensemble du pays. Le **Département 76**, qui par ailleurs subit aussi le désengagement de l'Etat qui se décharge de compétences sans les compenser financièrement, ne fait pas non plus les choix budgétaires qui lui permettraient d'être un véritable rempart social contre la politique de la droite.

Notre agglomération est touchée par ces restrictions budgétaires, qui sont la conséquence des choix politiques de la droite, qui fait aussi des ravages, dans l'Education Nationale ou à l'Hôpital .../...

Cette situation est inacceptable et révèle la méconnaissance de la part du gouvernement de la situation des familles concernées et des problématiques qu'elles rencontrent. C'est aussi tout un secteur professionnel qui est méprisé.

Le budget national des centres d'hébergement a baissé en 2011 de 14%.
Qu'advient-il en 2012 ?
A Rouen, cela se traduit par la fermeture de 60 places de CHRS en 2011 et la fermeture du centre du 43 rue Maladrerie de l'Oeuvre Normande des Mères en Mars 2012.

Depuis plusieurs mois, le ministre du Logement, Benoit APPARU, répète à l'envie que la priorité, c'est la construction de logements. Certes, nous partageons cette priorité, mais nous déplorons que la droite ne la mette pas en œuvre, dans un pays où il manque plus de 600.000 logements !

Monsieur Benoit APPARU oppose la politique du logement social à la politique de l'hébergement social d'urgence ! .../...

(Communiqué de Presse complet sur notre site rouen.eelv.fr)

Rassurer les marchés, ... la crise pour nous !

Au 1er Janvier, le SMIC, hausse de 0,3 % et le RSA de 1,7 %

Oui, mais...

- Tarifs SNCF, hausse de 3,2 % ;

- Hébergement, services à la personne, les livres, hausse de la TVA de 5,5 % à 7 % ;

- les Mutuelles : 4,7 % ;

- le gaz : 4,4 % (même les bénéficiaires du tarif social subiront une hausse) ;

55 % des français anticipent une baisse de leur pouvoir d'achat dans les mois à venir.

Nouvelle envolée du chômage en novembre : 4 244 800 demandeurs d'emploi.

900 usines fermées en France depuis la crise, 100 000 emplois dans l'industrie ont été détruits en France au cours des trois dernières années.

Marie France PERSIL

Spécial
Présidentielle
À ROUEN

LES
JEUDIS DE
L'ÉCOLOGIE
2012

EUROPE
ÉCOLOGIE
LES VERTS



« Bien se loger, une priorité écologique ! »

Café-débat avec **Emmanuelle COSSE**,
Vice-présidente en charge du logement, de l'habitat et de la
rénovation urbaine à La Région Ile-de-France

le jeudi 19 janvier à 18h30

au Bar «Le Trois Pièces» à Rouen -
49bis, place du Général de Gaulle (1er étage)



**EUROPE ÉCOLOGIE
LES VERTS ROUEN**

34-35, quai du Havre - 76 000 ROUEN - 02.35.70.12.10 - eeelvrouen@yahoo.fr

Responsables de la Publication : Stéphane MARTOT: Secrétaire Groupe de Rouen / Benoit LECLERC: Coordination et Réalisation -
Comité de Rédaction: Bureau du Comité Local EELV ROUEN - Retrouvez-nous sur notre site: rouen.eelv.fr

